



www.sante-environnement-jura.fr

UNE BONNE SANTE POUR NOUS-MEMES ET NOS DESCENDANTS

Lorsque le Président de la République nous met devant nos choix, voilà deux exemples récents qui devraient nous guider dans ceux-ci, et qui touchent notre santé et celles de nos enfants futurs.

Vous avez sans doute entendu parler de ce vaccin administré aux femmes enceintes pour prévenir la bronchiolite de son enfant à naître. Vous me direz, voilà une avancée intéressante. Ce n'est pas si sûr.

En 2023, le gouvernement français vient de valider un médicament, le BEYFORTUS, qui s'est avéré très efficace dans le traitement de la bronchiolite. Sentant le sujet juteux, Pfizer, a décidé de se lancer dans un vaccin qui va sans doute remporter un succès certain. Il ne s'agit plus d'injecter un anticorps au bébé mais de vacciner la mère pour qu'elle transmette les anticorps au fœtus. Tout d'abord, cela nous confirme que toute intervention médicamenteuse, ou de pesticides ou de perturbateurs endocriniens pendant la grossesse agit sur le fœtus.

Cela justifie notre action en direction des femmes enceintes pour leur permettre de consommer un panier d'alimentation bio par semaine pendant la grossesse, en vue de prévenir les effets nocifs des pesticides, des perturbateurs endocriniens sur l'enfant à naître. La consommation de produits bio est le seul moyen d'éviter les risques, ceci soit directement soit indirectement. Car, même si les industries agroalimentaires annoncent sur leurs produits « sans résidus de pesticides », cela ne veut pas dire

qu'il n'y a pas eu utilisation de ces pesticides. Pendant la culture, ceux-ci se sont propagés dans les sols, les eaux, l'air et sont venus polluer tout ce système qui au bout du compte pollue la chaîne alimentaire. Mais ce n'est pas tout.

Voilà deux ans, un autre laboratoire, GSK, avait créé un vaccin similaire. Ce laboratoire a tout simplement arrêté son essai après avoir constaté une augmentation du nombre de naissances prématurées chez les femmes ayant utilisé ce vaccin. Pfizer dit avoir également constaté une telle dérive mais, selon ce laboratoire, sans signification statistique réelle. Prudente, la Haute autorité de santé a validé le vaccin **seulement s'il est administré après huit mois de grossesse.** Voilà le chouchou de nos autorités récompensé.

Dans un autre domaine, le gouvernement s'était engagé dans la loi climat et résilience de 2021 sur l'interdiction du polystyrène dans les contenants alimentaires (barquettes de viande, de poissons, pots de yaourt, etc). **Ceci parce qu'ils ne sont pas recyclables** et qu'ils sont donc brûlés avec les autres déchets. Vous qui êtes continuellement sollicités pour trier vos déchets et les diminuer, vous apprécierez. **En aucun cas, le risque sanitaire avait été avancé.** Et pourtant ! Le styrène, composant chimique du polystyrène, **est reconnu comme cancérigène probable, et un lien a été établi entre les nanoparticules de polystyrène et la maladie de Parkinson.** Sans parler de la pollution des eaux, des sols, de la mer et des plages. Les pouvoirs publics ont déversé 300 millions € aux entreprises concernées pour les aider à changer de contenant. Rien n'a été fait par celles-ci malgré les subventions données à fond perdu. Mainte-

nant, le gouvernement dit que le projet était trop ambitieux. Pour qui ? Est-ce ambitieux pour la santé des populations ? Ou est-ce gênant pour les entreprises ?

Pourtant il existe des solutions. C'est le rétablissement de la consigne comme l'a fait la Norvège.

Que tirer de ces deux exemples ? (Il y en a certainement beaucoup d'autres) Ce qui compte dans les choix de nos dirigeants, c'est de garantir les profits des plus grosses entreprises et donc de limiter les obligations des entreprises. Ces choix ont des conséquences importantes sur le pouvoir d'achat des populations. **Il faut savoir que lorsque vous achetez pour 1€ de produits alimentaires, ceux-ci vous reviennent en fait à 2€.** Le deuxième € est camouflé puisqu'il s'agit des coûts de réparation des dégâts causés à la santé. Vous les payez au travers de la Sécurité Sociale, des complémentaires santé, des assurances de toutes sortes et des impôts. Si bien que dans les faits une alimentation bio locale généralisée est beaucoup moins chère pour votre portefeuille.

Vous n'entendez pas ces orientations dans les piètres débats que les journalistes organisent dans cette période électorale. Ces derniers préfèrent mettre au ban de la société un tel ou un tel. Il s'agit de laisser la population dans l'ignorance de ces choses.

Voilà ce qu'il faut changer. Sans cette nouvelle vision, pas de changement possible. Ce ne sont pas uniquement les hommes ou les femmes qu'il faut changer, **mais les orientations pour satisfaire les besoins humains.** Evidemment ce n'est pas en quinze jours que l'on peut mener ce débat. C'est sans doute le sens de cette précipitation.

LA LETTRE

N° 2024 17

19 juin 2024